

Jean-Luc Mélenchon dénonce "l'ignominie" de Mediapart qui révèle sa "relation intime" avec Sophia Chikirou



Sophia Chikirou est la dirigeante de la société de conseil Mediascop, au cœur de l'enquête sur les comptes de campagne de La France insoumise.

Après les révélations vendredi matin de France Info sur des soupçons de surfacturation lors de la campagne présidentielle de 2017 de Jean-Luc Mélenchon, c'est Mediapart qui a livré de nouveaux éléments vendredi, s'attirant la colère de Jean-Luc Mélenchon.

Selon France Info, la société de la communicante de Jean-Luc Mélenchon, Sophia Chikirou, a facturé pendant la présidentielle des prestations à des prix anormalement élevés, pour un montant avoisinant 1,2 million d'euros. Or, Mediapart, dans un article sur les ""premières découvertes des perquisitions Mélenchon", révèle que Sophia Chikirou était présente chez le leader de la France insoumise, lorsque les policiers ont débarqué mardi à 7 heures. "Le patron de La France insoumise et la communicante entretiennent en réalité de longue date, selon nos informations, une relation extra-professionnelle", indique Mediapart. Pourquoi révéler cette information d'ordre privée ? Car "celle-ci pourrait relever de la seule vie privée des deux intéressés mais prend désormais, à la lueur des investigations judiciaires, une dimension d'intérêt général", justifie le site Internet. Pour Mediapart, "s l'enquête devait confirmer le soupçon qui a présidé à son ouverture, cela signifierait que les sommes incriminées perçues par madame Chikirou l'auraient été à l'occasion d'une campagne présidentielle dirigée par un homme politique avec lequel elle partage une relation intime régulière."

Jean-Luc Mélenchon, lui, ne voit pas les choses de la même façon. Après avoir fortement critiqué France Info vendredi, la qualifiant de "radio d'Etat", il a fustigé Mediapart : "A ce niveau d'agression et d'ignominie, il n'y a plus besoin d'argumentation", écrit le leader de La France insoumise sur son compte Facebook. "Je m'attendais à quelque chose de ce type. Des 'fuites' qui confirment ce que nous savons sur le coup monté qu'est cette opération contre La France insoumise et contre moi personnellement. En toute hypothèse, à l'état civil et aux impôts je suis célibataire. Et jusqu'à cet article, je me croyais seul auteur de ma vie privée. Mediapart prétend avoir violé le secret de l'instruction et disposer d'une information concernant la présence chez moi de quelqu'un. Bravo Mediapart ! Quelle enquête, quelle investigation ! Mais quel rapport avec le dossier ?" , fait mine de s'interroger le député de Marseille.